



## Déni de démocratie

Nanterre, le 15 février 2017,

La mobilisation des personnels, à l'initiative de l'intersyndicale CGT-SNEPAP-CNT s'est avérée payante puisqu'elle a, sans nul doute, fortement contribué au maintien à son poste de notre chargé d'accueil contractuel qui venait de se voir signifier brutalement la fin de sa mission.

Nous nous félicitons de ce succès, preuve que l'action solidaire est efficace et nous remercions les personnels qui ont pris part au mouvement.

**Restons mobilisés car notre collègue n'est reconduit à son poste que jusqu'au 31 août 2017.**

La réorganisation du SPIP des Hauts de Seine devenue effective en octobre 2016 constitue une source de mécontentement pour nombre d'entre nous. L'équipe d'encadrement a lancé une réflexion sur cette réorganisation qui devrait se traduire par la publication d'un bilan.

Les représentants des organisations syndicales regrettent que cette réflexion s'effectue précipitamment, dans des conditions telles qu'elles ne peuvent s'associer à ce travail.

Nous sommes allés rappeler au directeur que les questions qui touchent à l'organisation du service ne peuvent être conduites sans que les représentants des personnels qui siègent au Comité Technique ne soient consultés.

Au delà de la tenue formelle des Comités Techniques qui reste incontournable selon les textes en vigueur, nous avons rappelé au directeur que le recours à des représentants plus ou moins occultes d'une fraction des personnels ne peut suppléer la consultation de l'ensemble des personnels, ce qui reste la vocation des organisations syndicales.

Le chantier du futur SPIP-Quartier de Semi-Liberté des Hauts de Seine a repris après un gel de plusieurs années.

Nous avons déploré auprès du directeur les conditions dans lesquelles la Direction de l'Administration Pénitentiaire conduisait cette opération. Il s'agit d'un véritable déni de démocratie puisque ni les personnels, ni leurs représentants n'y ont été associés.

L'histoire balbutie, On se souvient que la localisation actuelle du SPIP des Hauts de Seine a été conquise de haute lutte, après des mois de mobilisation intense et d'actions syndicales alors que l'Administration Centrale nous réservait une place à côté de la déchetterie de Nanterre. Grâce à notre combat, nous avons finalement été associés au choix des nouveaux locaux que nous occupons aujourd'hui à deux minutes du RER A.

Le projet de SPIP-QSL place le futur établissement dans un environnement plutôt hostile, aux confins d'une zone industrielle occupée par des usines dangereuses et polluantes et à au moins quinze minutes de la gare RER mal desservie par les bus ce qui la rend difficilement accessible au public.

Nous avons demandé au directeur de nous informer de l'état du chantier en cours afin que chacun, à partir d'une réunion de service puisse se faire une idée du projet entrepris par les services de la Direction de l'Administration Pénitentiaire sans aucun égard pour les personnels et les publics directement concernés.